



Assemblée générale

Distr. générale
23 décembre 2005
Français
Original: anglais

Soixantième session

Point 150 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 JUIN 2005

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–6	3
II. Exécution du mandat	7–10	4
III. Exécution du budget		22
A. Ressources financières		22
B. Autres recettes et ajustements		23
C. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome		23
D. Contributions non budgétisées		24
IV. Analyse des écarts	11–26	25
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	27	28



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.

La corrélation entre le montant total des dépenses pour cet exercice et l'objectif de la Mission est expliquée dans des tableaux axés sur les résultats, qui présentent une analyse par composante (composante civile opérationnelle, composante militaire, composante police civile et composante appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	143 428,2	140 710,5	2 717,7	1,9
Personnel civil	50 413,1	44 331,1	6 082,0	12,1
Dépenses opérationnelles	97 762,3	79 484,2	18 278,1	18,7
Montant brut	291 603,6	264 525,8	27 077,8	9,3
Recettes provenant des contributions du personnel	6 377,1	5 037,3	1 339,8	21,0
Montant net	285 226,5	259 488,5	25 738,0	9,0
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	291 603,6	264 525,8	27 077,8	9,3

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes prévus (moyenne)	Postes	Taux de
			effectivement pourvus (moyenne)	vacance (pourcentage) ^b
Observateurs militaires	260	174	168	3,0
Contingents militaires	9 800	5 627	5 458	3,0
Police civile	130	103	94	7,8
Unités de police constituées	–	–	–	–
Personnel international	335	313	255	18,2
Personnel recruté sur le plan national	556	533	506	5,1
Volontaires des Nations Unies	147	129	110	14,1
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont présentées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget initial de fonctionnement de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005, présenté dans le rapport du Secrétaire général daté du 22 décembre 2003 (A/58/661) s'élevait à 199 799 800 dollars. Il couvrait les dépenses de fonctionnement de la Mission et le déploiement d'un effectif maximum de 260 observateurs militaires, 10 339 militaires, 150 membres de la police civile, 336 fonctionnaires internationaux, 556 agents recrutés dans le pays et 147 Volontaires des Nations Unies. Il a été établi conformément au plan de retrait en quatre étapes suivant l'option du statu quo modifié approuvée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1492 (2003), qui envisageait le retrait complet des forces de maintien de la paix d'ici décembre 2004, selon les modalités exposées aux paragraphes 37 à 40 du rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité daté du 23 juin 2003 (S/2003/663).

2. Comme l'avait recommandé le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) dans son rapport sur la MINUSIL (A/58/759/Add.3), l'Assemblée générale, dans sa résolution 58/308, a ouvert un crédit d'un montant de 196 982 200 dollars au titre du fonctionnement de la Mission pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.

3. Après l'établissement du budget initial et compte tenu que, comme l'avait indiqué le Secrétaire général dans son rapport du 19 mars 2004 (S/2004/228), la police et les forces armées sierra-léonaises n'étaient pas entièrement en mesure d'assurer la sécurité et la stabilité dans la région, le Conseil de sécurité, au paragraphe 5 de sa résolution 1537 (2004), a décidé qu'une présence résiduelle de la MINUSIL demeurera en Sierra Leone, pour une période initiale de six mois à compter du 1^{er} janvier 2005, avec un effectif qui sera ramené, le 28 février 2005 au plus tard, de 5 000 hommes en décembre 2004 à un nouveau plafond de 3 250 militaires, 141 observateurs militaires et 80 membres de la police civile des Nations Unies et a prié le Secrétaire général d'engager les préparatifs sur la base des recommandations formulées dans son rapport afin d'assurer un passage sans heurts de la configuration actuelle de la MINUSIL à une présence résiduelle.

4. En l'occurrence, le budget révisé de la MINUSIL pour l'exercice 2004/05 présenté dans le rapport du Secrétaire général daté du 20 août 2004 (A/59/286) s'élevait à 291 603 600 dollars, en augmentation de 94 621 400 dollars par rapport au montant des crédits affectés à la Mission par l'Assemblée générale dans sa résolution 58/308. Il couvrait le déploiement mensuel maximal de 9 800 militaires, 260 observateurs militaires, 130 membres de la police civile, 335 fonctionnaires internationaux, 556 agents recrutés dans le pays et 147 Volontaires des Nations Unies, pour les besoins de fonctionnement de la Mission durant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.

5. Dans sa résolution 59/14 A, l'Assemblée générale, conformément à la recommandation énoncée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport du 6 octobre 2004 (A/59/417), a ouvert un crédit supplémentaire d'un montant de 94 621 400 dollars pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.

6. Compte tenu de ce qui précède, le montant total des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans ses résolutions 58/308 et 59/14 au titre du fonctionnement de la Mission pour l'exercice 2004/05 s'élève à 291 603 600 dollars. Il a été réparti entre les États Membres.

II. Exécution du mandat

7. Le mandat de la MINUSIL a été établi par la résolution 1270 (1999) du Conseil de sécurité. La phase actuelle de ce mandat a été définie dans les résolutions 1537 (2004), 1562 (2004) et 1610 (2005) du Conseil.

8. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de consolider la paix et la stabilité en Sierra Leone.

9. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué, au cours de l'exercice 2004/05, à un certain nombre de réalisations, en exécutant les produits clefs décrits dans les tableaux ci-après. Les réalisations et les produits sont présentés par composante (composante civile opérationnelle, composante militaire, composante police civile et composante appui).

10. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2004/05, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

Composante 1 : composante civile opérationnelle

Réalizations escomptées 1.1 : améliorer la stabilité politique en Sierra Leone		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
1.1.1 Cinq des 10 partis politiques participent à la vie parlementaire	Trois des 10 partis participent à la vie parlementaire (seules trois formations ont remporté des sièges aux élections législatives)	
1.1.2 Mise en place de conseils de gouvernement local dans les 14 districts	Objectif atteint	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Communication régulière d'analyses et de conseils sur la Sierra Leone à l'usage de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union du fleuve Mano	Oui	La MINUSIL a participé à deux réunions du secrétariat de la CEDEAO-Union du fleuve Mano (UFM) dans le cadre des préparatifs du Sommet de l'UFM, le 28 juillet, et a présenté des analyses politiques au groupe de travail créé par les dirigeants des pays membres de l'UFM en vue de résoudre le différend frontalier qui oppose la Sierra Leone et la Guinée au sujet de Yenga
Bons offices et facilitation des contacts entre les partis politiques et entre leurs membres	Oui	La MINUSIL a facilité le dialogue et la réconciliation de deux courants du principal parti d'opposition
Quatre rapports du Secrétaire général sur la MINUSIL	4	
Réunions périodiques des responsables des services organiques avec 100 représentants de district chargés de la consolidation de la paix	Oui	Les spécialistes des affaires civiles ont rencontré sur une base bihebdomadaire plus de 106 représentants de district dans le cadre des réunions des comités de sécurité provinciaux, des comités de sécurité de district et des conseils de gouvernement local
Fourniture de produits médias propres à favoriser la stabilité politique en Sierra Leone, dont 12 émissions quotidiennes de radio MINUSIL et 29 émissions d'information hebdomadaires diffusées 24 heures sur 24 en six langues dans 14 régions	Oui	12 émissions radiophoniques quotidiennes et 29 émissions hebdomadaires

Formation de 60 journalistes locaux indépendants au journalisme professionnel et aux responsabilités et devoirs du journaliste	66	Formation de 15 journalistes et correspondants locaux de Radio MINUSIL, de 50 étudiants de premier et deuxième cycles du Fouray Bay College de Freetown, et d'un attaché de presse des Forces armées de la République sierra-léonaise
Quatre réunions de haut niveau entre la MINUSIL et le Gouvernement sierra-léonais, en sus des rencontres bihebdomadaires entre le Représentant spécial du Secrétaire général et le chef de l'État sur les questions politiques, socioéconomiques et sécuritaires	6	
50 points de presse sur les activités de la MINUSIL, à l'intention des journalistes locaux et internationaux	12	La sécurité s'étant améliorée dans le pays, le nombre de points de presse a été réduit au strict minimum dicté par les circonstances
Facilitation de la constitution de comités Paix et réconciliation dans 149 chefferies, à l'aide de techniques de règlement des crises, de discussions et de consultations permanentes avec les chefs suprêmes, les chefs locaux, les dirigeants communautaires et les représentants de la société civile, notamment des organisations religieuses	Oui	Le Bureau des affaires civiles a aidé les comités de sécurité de district des 12 districts et de la zone ouest de l'agglomération et du district de Freetown, ainsi que les comités de sécurité provinciaux des quatre provinces sierra-léonaises à résoudre des litiges concernant les chefferies Les comités n'ont pu être constitués, car le Gouvernement a confié leurs responsabilités aux autorités des conseils de gouvernement local
Deux ateliers sur l'importance du rôle de la jeunesse organisés dans le cadre du Programme Voix de l'enfance sur Radio MINUSIL	2	150 enfants ont suivi deux ateliers de formation à la production, à l'animation et à la réalisation d'émissions radiophoniques

Réalisations escomptées 1.2 : consolidation de l'autorité du Gouvernement sierra-léonais, décentralisation du pouvoir et bonne gouvernance	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
1.2.1 150 agents de l'État travaillent dans les provinces en 2004/05 contre 120 en 2003/04	Objectif atteint, avec 170 agents de l'État dans les provinces

1.2.2 Augmentation des recettes de l'État tirées des exportations de diamants (100 millions de dollars en 2004/05, contre 70 millions de dollars en 2003/04)	Objectif atteint. Les exportations de diamants ont rapporté à l'État 140 millions de dollars en 2004/05	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de réunions périodiques de coordination de l'aide apportée au Gouvernement sierra-léonais avec les organismes des Nations Unies (Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme alimentaire mondial (PAM), Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Banque mondiale)	Oui	Réunions trimestrielles entre le Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général et l'Équipe de coordination des Nations Unies pour le suivi de la mise en œuvre du plan commun de transition entre le maintien et la consolidation de la paix
Recensement des sites légaux et illicites d'exploitation des ressources minérales du pays à l'aide du système d'information géographique (SIG), afin d'aider le Gouvernement sierra-léonais à dresser un inventaire de ces ressources	Non	Le recensement n'a pas été effectué car le groupe du SIG avait cessé ses activités du fait de la réduction des effectifs militaires plus tôt que prévu, ainsi qu'indiqué dans les rapports S/2004/724, S/2004/965 et S/2004/135 du Secrétaire général
Mise en œuvre de 19 projets à effet rapide dans tous les sites de déploiement de la MINUSIL	19	
Organisation de six réunions du Comité de développement et de partenariat, avec la participation de tous les ministres sierra-léonais, des institutions bilatérales et multilatérales, dont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, et d'autres partenaires donateurs	6	Par ailleurs, la MINUSIL a rencontré les ambassadeurs des pays non membres du Comité de développement et de partenariat afin de les tenir au courant de la teneur des discussions, de les informer des plans de retrait de la MINUSIL et d'avoir des échanges de vues sur les questions relatives à la consolidation de la paix
Organisation de six réunions de haut niveau sur l'extraction minière, avec la participation des Ministres des finances, de l'intérieur et des ressources minérales, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et d'autres partenaires donateurs	4	Organisation de réunions de haut niveau du Comité directeur sur les diamants La MINUSIL a continué de siéger à la commission technique du Comité directeur sur les diamants

Relevé des plans de 250 sites d'exploitation minière	0	Avec la réduction accélérée de ses effectifs militaires, la Mission n'était plus en mesure d'effectuer des relevés des sites miniers
Établissement de la carte d'état-major de 24 sites d'exploitation minière	0	Avec la réduction accélérée de ses effectifs militaires, la Mission n'était plus en mesure d'effectuer des relevés des sites miniers
Formation à l'administration publique et à la gestion de 298 responsables, dans 149 chefferies	140	Les responsables des 149 chefferies ont participé aux séminaires sur le renforcement des capacités de décentralisation. La participation a été plus faible que prévu car il a été surtout question du renforcement des capacités des conseils des villes et des districts
Formation à l'administration publique et à la gestion de 150 hauts responsables de district	180	Les membres des anciens comités de relèvement de district ont été formés à la planification axée sur les résultats, en collaboration avec le PNUD et l'équipe d'appui à la transition
Facilitation de l'application de la politique nationale en faveur des jeunes par le biais de séminaires et de conférences sur les responsabilités civiques et les moyens d'action de la jeunesse, en collaboration avec le PNUD	12	Le Bureau des affaires civiles a organisé des séminaires et des conférences sur les responsabilités civiques des jeunes en collaboration avec le Ministère de la jeunesse et des sports. La Mission a également organisé des séminaires pour la création de comités de la jeunesse dans les districts et les chefferies
Élaboration d'un système cadastral national et démarcation des sites d'exploitation diamantifère dans 12 chefferies	Oui	Les observateurs militaires des Nations Unies et les membres de la police civile ont participé par leurs conseils et leur appui logistique à l'élaboration d'un système cadastral national qui aidera les inspecteurs à retracer les données sur le secteur minier. Un système cadastral pilote devrait être mis en place sur le terrain et les frontières des chefferies du district diamantifère de Kono devraient être démarquées d'ici octobre 2005 afin de déterminer quelle chefferie contrôle quelle mine de diamants, après quoi le système sera étendu à d'autres régions diamantifères, peut-être d'ici à la fin de 2006

Réalisations escomptées 1.3 : respect et protection renforcés des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Sierra Leone		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
1.3.1 Augmentation du nombre d'ONG locales de défense des droits de l'homme (75 au cours de l'exercice budgétaire 2004/05, contre 50 au cours de l'exercice budgétaire 2003/04)	75	
1.3.2 Poursuite de 2 % des auteurs d'actes de violence familiale dirigés contre des femmes et des enfants au cours de l'exercice budgétaire 2004/05, contre 0,5 % au cours de l'exercice budgétaire 2002/03	Objectif atteint, avec une augmentation du nombre de poursuites dans les affaires de violence familiale à l'encontre des femmes et des enfants : 2004/05 : 18 % (300 poursuites, pour 1 658 cas signalés) 2003/04 : 1 % (180 poursuites, pour 1 520 cas signalés)	
1.3.3 Adoption par le Parlement d'une loi portant création d'une Commission des droits de l'homme	Objectif atteint	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Recommandation au Gouvernement d'un ou plusieurs textes législatifs à des fins d'alignement sur les normes internationales	Oui	La MINUSIL a recommandé que la loi sur l'héritage soit mise en conformité avec la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La Commission des droits de l'homme a tenu plusieurs réunions à ce sujet avec le Parlement
Formation de 500 fonctionnaires aux droits fondamentaux, notamment ceux des enfants	295	295 fonctionnaires ont participé à des ateliers et à des réunions d'information à Bo, Moyamba, Kenema, Makeni, Koidu et Port Loko La réduction des effectifs de la Section des droits de l'homme pour cause de redéploiement d'une partie du personnel dans d'autres missions a été le principal obstacle à l'exécution des produits prévus
Formation aux droits fondamentaux de 500 observateurs sierra-léonais des droits de l'homme	675	

Formation aux droits de l'homme de 200 enseignants	149	La réduction des effectifs de la Section des droits de l'homme pour cause de redéploiement d'une partie du personnel dans d'autres missions a été le principal obstacle à l'exécution des produits prévus
Formation aux droits de l'homme de 200 policiers sierra-léonais, dont des agents des brigades d'aide aux familles	213	En collaboration avec les membres de la police civile, les spécialistes des droits de l'homme ont en outre formé toutes les nouvelles recrues de l'école de police de Hastings
Formation aux droits de l'homme de 100 agents pénitentiaires	77	La réduction des effectifs de la Section des droits de l'homme pour cause de redéploiement d'une partie du personnel dans d'autres missions a été le principal obstacle à l'exécution des produits prévus
Formation aux droits de l'homme de 100 agents de probation	7	La réduction des effectifs de la Section des droits de l'homme pour cause de redéploiement d'une partie du personnel dans d'autres missions a été le principal obstacle à l'exécution des produits prévus
Formation aux droits de l'homme de 50 procureurs de police	14	La réduction des effectifs de la Section des droits de l'homme pour cause de redéploiement d'une partie du personnel dans d'autres missions a été le principal obstacle à l'exécution des produits prévus
Fourniture de conseils techniques au Ministère de la protection sociale, de la condition féminine et de l'enfance, ainsi qu'à la Commission nationale d'aide aux enfants touchés par la guerre à l'occasion de la soumission au Parlement d'un projet de loi relatif aux droits de l'enfant et de la formulation d'une politique nationale pour l'enfance	Oui	Publication d'un rapport d'évaluation de la justice pour mineurs. Trois réunions d'information sur la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
Formation aux droits de l'homme de 100 officiers supérieurs des Forces armées de la République sierra-léonaise	139	Organisation d'un séminaire à l'intention des membres de l'état-major des Forces armées de la République sierra-léonaise à Freetown
Sensibilisation aux droits de l'homme de 100 écoliers et écolières	299	Formation de jeunes (garçons et filles) dans l'ensemble du pays

Facilitation de la création de deux bibliothèques de référence sur les droits de l'homme grâce à l'organisation de réunions et de rencontres avec des donateurs éventuels	2	La mobilisation des collectivités locales et le soutien du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont permis de créer deux centres de documentation sur les droits de l'homme, à Port Loko et à Kambia, d'une capacité totale de 16 000 ouvrages. Ces centres seront gérés par les comités locaux de défense des droits de l'homme
Diffusion de 50 émissions de sensibilisation aux droits de l'homme sur Radio MINUSIL	63	
Fourniture de conseils techniques au Parlement en vue de la rédaction d'un projet de loi portant création d'une Commission nationales des droits de l'homme	Oui	
Contribution à la diffusion du rapport final de la Commission Vérité et réconciliation	Oui	La MINUSIL a mis ses moyens aériens et ses véhicules à la disposition du Gouvernement pour faciliter la diffusion du rapport final de la Commission Vérité et réconciliation. Elle a détaché auprès de la Commission un spécialiste des droits de l'homme chargé de contribuer à la rédaction du Livre blanc sur les recommandations de la Commission Vérité et réconciliation
Création de comités locaux de défense des droits de l'homme dans deux districts	3	Création de comités de défense des droits l'homme dans les districts de Kambia, Kailahun et Bombali
Formation de 10 ressortissants sierra-léonais à l'exploitation et à l'administration du programme de radio Voix de l'enfance	25	Des enfants et des adolescents ont été initiés à la programmation, à l'animation et à l'administration du programme de radio Voix de l'enfance
Campagnes d'information, de sensibilisation et d'action en direction des communautés locales vulnérables au VIH	Oui	10 réunions d'information dans diverses écoles. Deux réunions de sensibilisation organisées par le Forum de lutte contre le VIH/sida. Douze émissions de sensibilisation à radio MINUSIL
Assistance technique aux administrations locales en vue de la planification et de l'organisation de programmes nationaux de lutte contre le VIH, en collaboration avec d'autres organismes	Oui	Six réunions de coordination et d'entraide avec des organes nationaux, des ONG et des associations locales en vue de l'élaboration de programmes nationaux de lutte contre le VIH/sida

Composante 2 : composante militaire

Réalisations escomptées 2.1 : maintien de la sécurité dans tout le pays		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
2.1.1 Aucune incursion signalée à la frontière	Les forces armées guinéennes occupent toujours Yenga. Le dossier fait l'objet de contacts diplomatiques au plus haut niveau entre les deux gouvernements	
2.1.2 Aucun problème de sécurité ayant nécessité une intervention militaire	Objectif atteint	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réunions de travail quotidiennes avec les organismes sierra-léonais chargés de la sécurité	Oui	Coordination quotidienne des exercices et des patrouilles mixtes
Réunions mensuelles de haut niveau avec les organismes sierra-léonais chargés de la sécurité	Oui	La MINUSIL a tenu des réunions hebdomadaires avec le Groupe de coordination du Comité de sécurité nationale, la cellule mixte d'analyse militaire et la cellule d'information interarmées Elle a servi de médiateur entre les Gouvernements sierra-léonais et guinéen sur la question de la présence de l'armée guinéenne à Yenga
67 684 jours de patrouille mobile par les observateurs militaires (soit 4 patrouilles de 4 observateurs pendant 212 jours sur 14 sites où se trouvent les équipes d'observateurs, et 3 patrouilles de 4 observateurs pendant 153 jours sur 11 sites)	32 052	2 à 4 patrouilles de 2 à 4 observateurs militaires pendant 212 jours sur 11 sites, et 2 à 4 patrouilles de 2 à 4 observateurs militaires pendant 153 jours sur 11 sites (365 jours d'activité x 11 sites x 7,98 jours-homme d'activité par site (moyenne : 3 ou 4 patrouilles de 2 ou 3 observateurs = 32 052) La diminution des besoins d'information et le faible niveau des menaces ont amené la MINUSIL à réduire considérablement ses patrouilles. Les efforts ont été réorientés vers l'appui à la police et aux Forces armées de la République sierra-léonaise (exercices et opérations mixtes)

<p>602 400 jours de patrouille mobile par les militaires (soit 20 hommes par patrouille, 15 patrouilles par bataillon, 4 bataillons par secteur, 2 secteurs, pendant 92 jours; 20 hommes par patrouille, 15 patrouilles par bataillon, 3 bataillons par secteur, 2 secteurs, pendant 151 jours; 20 hommes par patrouille, 15 patrouilles par bataillon, 3 bataillons par secteur, pendant 122 jours)</p>	<p>43 800</p>	<p>20 soldats par patrouille, 1 ou 2 patrouilles par bataillon, 3 bataillons par secteur, 2 secteurs pendant 95 jours; 20 soldats par patrouille, 1 ou 2 patrouilles par bataillon, 3 bataillons par secteur, 1 secteur pendant 151 jours; 20 soldats par patrouille, 1 ou 2 patrouilles par bataillon, 3 bataillons par secteur pendant 122 jours</p> <p>(20 hommes (par patrouille) x 3 bataillons x 2 patrouilles par bataillon x 365 jours d'activité = 43 800)</p> <p>Compte tenu du faible niveau des menaces, et pour préparer la population au retrait imminent de la MINUSIL, les patrouilles ont été réduites au strict minimum. Les militaires ont été déployés dans d'autres tâches comme l'appui direct à la police et à l'armée sierra-léonaises, l'entraînement des troupes et l'amélioration des infrastructures</p>
<p>2 850 heures de patrouilles et manœuvres aériennes (à raison de 25 heures de vol par mois de 11 hélicoptères MI-8, pendant 6 mois, et de 25 heures de vol par mois de 8 hélicoptère MI-8 pendant 6 mois)</p>	<p>3 108</p>	<p>259 heures par mois et par MI-8, de 2 à 4 hélicoptères pendant 12 mois, et 129 heures par mois et par MI-8, de 2 à 4 hélicoptères pendant 12 mois (259 heures par mois x 12 mois = 3 108)</p>
<p>282 875 jours d'intervention rapide de bataillons (une intervention de 1 bataillon de 775 hommes pendant 365 jours)</p>	<p>281 914</p>	

Composante 3 : police civile

Réalizations escomptées 3.1 : une police nationale plus efficace et mieux responsabilisée		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
3.1.1 1 450 policiers sierra-léonais déployés en 2004/05 dans les zones de Kono et Kailahun, où les besoins en matière de sécurité sont les plus élevés, contre 979 en 2003/04	a) 1 312 policiers déployés dans la région Est (Kono, Kenema et Kailahun) b) Chiffre inférieur aux prévisions en raison de la réduction des effectifs par attrition et des retards du projet d'agrandissement de l'école de police, qui permettrait d'accueillir de nouvelles recrues	
3.1.2 Les effectifs de la police sierra-léonaise s'établissent à 9 500 hommes en 2004/05, contre 8 000 en 2003/04	a) Le nombre de policiers a atteint 8 553 b) 488 nouvelles recrues sont actuellement en formation c) Chiffre inférieur aux prévisions en raison de la réduction des effectifs par attrition et des retards du projet d'agrandissement de l'école de police, qui permettrait d'accueillir de nouvelles recrues	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Recrutement et formation de 1 800 nouveaux policiers sierra-léonais	1 210	Chiffre inférieur aux prévisions en raison des retards du projet d'agrandissement de l'école de police, qui permettrait d'accueillir de nouvelles recrues
Révision et mise à jour des manuels et des procédures de la police sierra-léonaise	24 2 1	Mise à jour des manuels de la police Production de manuels à l'usage des établissements pénitentiaires Production d'un manuel à l'usage des agents des services d'immigration
Formation de 2 000 policiers sierra-léonais aux tâches de maintien de l'ordre	0	La formation aux tâches de maintien de l'ordre a été assurée exclusivement par le Commonwealth Community Safety and Security Project (CCSSP)
Formation de 500 cadres moyens de la police sierra-léonaise aux techniques d'encadrement	678	
Coordination de l'aide extérieure apportée à la police sierra-léonaise, en particulier lors des réunions ordinaires du Comité directeur réunissant le	Oui	Coordination de l'aide extérieure; le PNUD a financé la construction de commissariats, de casernes et de centres d'entraînement ainsi que des

Département de développement international du Royaume-Uni, le PNUD et les autorités locales		programmes de formation; le Département de développement international a financé la construction de commissariats et de casernes de police; le CCSSP a aidé la police civile à former et conseiller la police sierra-léonaise
Conseils à 22 divisions de la police sur 11 thèmes concernant les opérations de police locales	7 468	7 468 inspecteurs, inspecteurs principaux et agents des 22 divisions de la police ont été conseillés sur la conduite des opérations de police dans les communautés locales
Réunions hebdomadaires avec la police sierra-léonaise au sujet de la conduite des opérations de police dans les communautés	Oui	Participation des équipes de toutes les bases d'opération aux réunions hebdomadaires du conseil des partenaires dans leur zone de responsabilité
Formation de 300 agents des brigades spécialisées de la police judiciaire (délinquance financière), Interpol (cellule d'aide aux familles), Département des relations avec les communautés (police de proximité), Cellule de renseignement criminel et Département des enquêtes criminelles (drogues et stupéfiants)	350	De plus, la police civile a formé 20 surveillants de prison et 20 agents des services d'immigration à l'archivage et à l'analyse des données informatiques
Formation de 150 agents des services stratégiques chargés de la surveillance des mines de diamants et de la sécurité des frontières et des aéroports	205	Formation d'agents des services stratégiques chargés de la sécurité des aéroports, du renseignement et des enquêtes sur le commerce des pierres précieuses ainsi que de la police des frontières
Évaluation des besoins de la police sierra-léonaise et identification de partenaires avec l'aide des communautés, en prévision de la construction de 5 commissariats et de 28 casernes de police	48	Les membres de la police civile ont collaboré étroitement à la construction de 48 commissariats et casernes de police en fournissant des conseils techniques et un appui logistique à la police sierra-léonaise. La MINUSIL a prêté ses véhicules pour le transport du matériel
Certification de 100 instructeurs de la police sierra-léonaise	111 25	111 instructeurs ont été formés et certifiés Formation et certification de 25 coordonnateurs des formations

Composante 4 : appui

Réalisations escomptées 4.1 : un accompagnement logistique et administratif efficace et rigoureux de la Mission		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
4.1.1 Règlement des factures dans les 20 jours qui suivent leur réception en 2004/05, contre 25 jours en 2002/03	Objectif atteint	
4.1.2 Réduction à six mois, en 2004/05, des délais d'exécution des marchés pour les biens et services de base achetés localement, contre neuf mois en 2003/04	Objectif atteint. Le délai d'exécution des marchés pour ces biens et services de base n'a pas dépassé cinq mois	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Amélioration des services		
Examen systématique des factures	Oui	Les factures à régler ont été systématiquement examinées et tous les justificatifs présentés ont été vérifiés de manière que le règlement puisse intervenir dans les deux semaines suivant la date de réception de la facture par la Section des finances
Suivi permanent du calendrier des demandes d'achat/appels d'offres et mise en place d'un service express pour donner suite aux commandes	Oui	
Personnel civil		
Administration de 891 contrats (335 fonctionnaires internationaux, 556 agents recrutés dans le pays) et 147 Volontaires des Nations Unies	255	Administration de 255 contrats de fonctionnaires internationaux (en moyenne)
	506	Administration de 506 contrats d'agents recrutés dans le pays (en moyenne)
	110	Administration de 110 contrats de Volontaires des Nations Unies (en moyenne)
Militaires et personnel de police		
Déploiement, relève, rapatriement de 9 800 militaires, 260 observateurs militaires, 130 membres de la police civile	3 022	Militaires déployés/relevés
	6 206	Militaires rapatriés
	147	Observateurs militaires déployés
	261	Observateurs militaires rapatriés
	130	Membres de la police civile déployés/rapatriés

Distribution de 1 342 533 rations aux soldats déployés sur 33 sites	1 860 217	Le nombre de rations quotidiennes individuelles à distribuer dans 33 sites en moyenne avait été sous-estimé
Installations et infrastructures		
Exploitation de 116 installations sur 30 sites	100	Exploitation des installations sur 30 sites. Le produit effectif est inférieur aux prévisions en raison des décisions prises par les responsables de la Mission du fait de la réduction des effectifs militaires plus tôt que prévu
Utilisation, entretien, réparation et approvisionnement en carburant de 311 groupes électrogènes (1,6 million de litres de carburant)	117	194 groupes électrogènes ont été retirés de l'inventaire en prévision du retrait progressif puis de la clôture de la MINUSIL
Approvisionnement en carburant de 72 groupes électrogènes appartenant aux contingents	56	Chiffre inférieur aux prévisions en raison de la réduction des effectifs militaires plus tôt que prévu
Utilisation et entretien de 58 systèmes de purification de l'eau sur 28 sites	28	Utilisation et entretien des systèmes de purification de l'eau
	26	Sites : chiffre inférieur aux prévisions en raison de la réduction des effectifs militaires plus tôt que prévu
Réfection et entretien de 30 kilomètres de routes	0	Les besoins opérationnels des militaires ayant changé, les routes n'ont pas été refaites
Aménagement et mise en service de décharges de déchets solides de la MINUSIL à Hastings, Freetown et Lungi	Oui	Collecte de 19 743 tonnes de déchets solides dans les secteurs de Hastings, Lungi et Freetown et mise en décharge dans des sites approuvés. Collecte de 18 091 mètres cubes d'eaux usées dans les secteurs de Hastings, Lungi et Freetown, et déversement dans des sites approuvés et dans des conditions écologiquement responsables
Maintien en service de deux sites de transit pour l'arrivée et le rapatriement des troupes ainsi que d'un complexe de logements pour les officiers d'état-major	Oui	Hébergement de 9 811 hommes de troupe dans les camps de Hastings, de Lungi et de Solar. Rénovation et agrandissement du camp de transit de Hastings
Réalisation de trois projets d'asphaltage de route	0	Les trois projets d'asphaltage ont été annulés en raison des changements de priorités induits par le retrait accéléré de la Mission

Transports terrestres		
Utilisation et entretien de 768 véhicules de transport des personnes et véhicules lourds/spécialisés	768	Maintien en exploitation d'ateliers de réparation et d'entretien à Mammy Yoko, Hastings, Bo, Kenema, Magburaka, Koidu et Port Loko
Maintien en exploitation de quatre ateliers de réparation et d'entretien situés à Mammy Yoko, Hastings, Bo et Kenema	7	Le nombre d'ateliers conservés a été plus élevé que prévu car les trois garages de Koidu, Magburaka et Port Loko sont restés ouverts à cause du retrait accéléré des contingents militaires, qui a nécessité la présence sur ces sites d'observateurs militaires, de membres de la police civile et des sections opérationnelles
Approvisionnement en carburant de 1 477 véhicules appartenant aux contingents	1 028	Les heures d'utilisation et la consommation ont été inférieures aux prévisions en raison de l'annulation sans précédent de certains marchés/lettres d'attribution en novembre 2004. Douze hélicoptères (7 faisant l'objet de lettres d'attribution et 5 d'un contrat commercial) ont été retirés en raison de la réduction des effectifs de la Mission plus tôt que prévu
Transports aériens		
Opérations en vol de 1 aéronef à voilure fixe et de 28 aéronefs à voilure tournante, d'une durée totale de 24 360 heures, pour une consommation de carburant de 17 706 900 litres	1	Aéronef à voilure fixe
	13	Aéronefs à voilure tournante
	9 611	Heures de vol
	9 142 632	Litres de carburant
	40 617	Passagers
Transport de 176 591 passagers et de 8 591 tonnes de fret sur une distance totale de 2 462 727 kilomètres	439 519,57	Tonnes de fret
	2 326 725	Kilomètres
		Le volume de fret transporté par voie aérienne a été supérieur aux prévisions en raison de la mise en service de la navette d'Accra entre Freetown, Monrovia et Accra en octobre 2004, du transfert de matériel intermissions par voie aérienne, du rapatriement du bataillon kenyan et du transport aérien du matériel de ce contingent au Burundi. Le retrait plus rapide que prévu des effectifs de la Mission a entraîné une réduction des opérations, et par conséquent des déplacements du personnel

<p>Transmissions</p> <p>Appui à l'exploitation de 23 terminaux VSAT sur 19 sites</p> <p>Appui à l'exploitation de 19 centraux téléphoniques devant desservir 2 100 usagers</p> <p>Maintien en service de 400 appareils radios HF mobiles équipés de systèmes GPS</p>	<p>14</p> <p>10</p> <p>18</p> <p>1 760</p> <p>315</p>	<p>Terminaux VSAT</p> <p>Sites</p> <p>Diminution du nombre de terminaux et de sites VSAT en raison du retrait des effectifs de la Mission plus tôt que prévu</p> <p>Centraux téléphoniques</p> <p>Usagers</p> <p>Diminution du nombre de centraux téléphoniques et d'usagers en raison du retrait des effectifs de la Mission plus tôt que prévu</p> <p>Appareils radios HF mobiles/fixes équipés de systèmes GPS; diminution du nombre d'appareils VHF/UHF et HF en raison du retrait des effectifs de la Mission plus tôt que prévu</p>
<p>Matériel informatique</p> <p>Interventions d'appui, entretien et réparation de 1 209 ordinateurs de bureau, 186 ordinateurs portables, 634 imprimantes et 50 scanners/ télécopieurs numériques sur 26 sites</p> <p>Entretien et réparation d'un réseau de longue portée devant desservir 1 395 usagers</p>	<p>Oui</p> <p>Oui</p>	<p>979 ordinateurs de bureau, 208 ordinateurs portables, 567 imprimantes et 84 scanners/télécopieurs numériques sur 11 sites</p> <p>Entretien et réparation d'un réseau de longue portée devant desservir 1 308 usagers, de 116 commutateurs de réseau, 88 ponts et points d'accès sans fil et 50 serveurs</p>
<p>Services médicaux</p> <p>1 unité médicale de niveau I (dispensaire du quartier général de la MINUSIL), dispensant des soins/consultations à 7 600 patients</p>	<p>Oui</p>	<p>1 unité médicale de niveau I a dispensé des soins à 6 447 patients. Les patients ont été moins nombreux que prévu en raison du nombre plus élevé que prévu de nouvelles affectations/cessations de service/rapatriements de personnel, mais aussi parce que le personnel a été conseillé et informé en permanence sur les règles de santé et d'hygiène et la prévention des maladies courantes telles que le paludisme et la typhoïde</p>

14 unités médicales de niveau I dispensant des soins/consultations à 25 200 patients	Oui	14 unités médicales de niveau I ont dispensé des soins/consultations à 19 880 patients. Les patients ont été moins nombreux que prévu en raison du nombre plus élevé que prévu de nouvelles affectations/cessations de service/rapatriements de personnel, mais aussi parce que le personnel a été informé et conseillé en permanence sur les règles de santé et d'hygiène et la prévention des maladies courantes telles que le paludisme et la typhoïde
1 unité médicale de niveau II dispensant des soins/consultations à 1 080 patients	Oui	1 unité médicale de niveau II a dispensé des soins/consultations à 8 383 patients. Le nombre de consultations a dépassé les prévisions en raison des nouveaux soins proposés à la population locale
1 unité médicale de niveau III dispensant des soins/consultations à 720 patients	Oui	1 unité médicale de niveau III a dispensé des soins/consultations à 6 499 patients. Il y a eu en outre 13 évacuations sanitaires secondaires, 16 évacuations primaires et 30 rapatriements sanitaires
Consultations-conseils volontaires et confidentiels sur le VIH et centres de dépistage à l'usage du personnel	Oui	Information sur le VIH et la fièvre de Lassa, cours de premiers soins, inspections d'hygiène et formation, dépistage du VIH sur une base volontaire, consultations-conseils sur le VIH
Programme de sensibilisation de l'ensemble du personnel au VIH, y compris par l'échange d'informations entre collègues	Oui	Programme exécuté pour le personnel civil et militaire, notamment lors du stage d'orientation
Fournitures, services et matériel divers		
Traitement et manutention de 4 000 tonnes de fret à l'expédition	93 185	Le tonnage élevé du fret aérien s'explique par la mise en service de la navette d'Accra entre Freetown, Monrovia et Accra en octobre 2004, le transfert de matériel intermissions par voie aérienne, le rapatriement du bataillon kenyan et le transport aérien du matériel de ce contingent au Burundi

Traitement et manutention de fret maritime à l'expédition (300 conteneurs, 400 véhicules appartenant à l'ONU et 150 palettes)	303 460 173	Conteneurs Véhicules appartenant à l'ONU Palettes
Sécurité		
Sécurisation 24 heures sur 24 de 5 bâtiments, 10 installations/locaux et 12 sites d'équipes d'observateurs militaires, ainsi que protection des personnalités	Oui	
Organisation de réunions d'information et de conseil sur les questions de sécurité pour tout le personnel de la MINUSIL et les visiteurs en déplacement officiel auprès de la Mission	Oui	Organisation de 45 réunions d'information. 15 briefings à l'intention de visiteurs en déplacement officiel auprès de la Mission
Ouverture d'une enquête sur tout accident ou incident mettant en cause le personnel ou les biens de la MINUSIL	Oui	159 accidents et 224 incidents ont fait l'objet d'une enquête

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	8 164,6	8 387,3	(222,7)	(2,7)
Contingents	130 458,6	127 836,8	2 621,8	2,0
Police civile	4 805,0	4 486,4	318,6	6,6
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	143 428,2	140 710,5	2 717,7	1,9
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	43 835,7	36 786,9	7 048,8	16,1
Personnel recruté sur le plan national	2 721,8	2 983,2	(261,4)	9,6
Volontaires des Nations Unies	3 855,6	4 561,0	(705,4)	(18,3)
Total partiel	50 413,1	44 331,1	6 082,0	12,1
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire (autres que pour les réunions)	–	4,5	(4,5)	–
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	25,2	131,1	(105,9)	(420,2)
Voyages	811,3	810,4	0,9	0,1
Installations et infrastructures	21 482,0	21 148,3	333,7	1,6
Transports terrestres	3 519,3	4 577,3	(1 058,0)	(30,1)
Transports aériens	49 866,2	34 898,4	14 967,8	30,0
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–
Transmissions	8 648,5	7 137,8	1 510,7	17,5
Informatique	2 187,0	2 168,8	18,2	0,8
Services médicaux	6 579,2	4 755,5	1 823,7	27,7
Matériel spécial	2 599,8	1 698,2	901,6	34,7
Fournitures, services et matériel divers	1 775,8	1 886,3	(110,5)	(6,2)
Projets à effet rapide	268,0	267,6	0,4	0,2
Total partiel	97 762,3	79 484,2	18 278,1	18,7
Total brut	291 603,6	264 525,8	27 077,8	9,3
Recettes provenant des contributions du personnel	6 377,1	5 037,3	1 339,8	21,0
Total net	285 226,5	259 488,5	25 738,0	9,0
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	291 603,6	264 525,8	27 077,8	9,3

B. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	3 969,2
Recettes diverses	760,2
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	(144,9)
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	67 625,3
Total	72 209,8

C. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Contingents	20 163,5
Total partiel	20 163,5
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	
Restauration (cuisines)	1 486,8
Mobilier et matériel de bureau	1 484,6
Électricité	401,2
Missions secondaires du génie	1 065,9
Blanchisserie et nettoyage	1 506,4
Matériel de campement	1 024,7
Hébergement	2 056,1
Magasins – divers	2 600,1
Identification	0,6
Transmissions	
Transmissions	4 063,6
Services médicaux	
Services médicaux	4 176,6
Matériel spécial	
Neutralisation des explosifs et munitions	197,2
Observation	1 501,0

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Protection nucléaire, biologique et chimique	–
Fournitures pour la défense des périmètres	–
Total partiel	21 564,8
Total	41 728,3

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	1,20	1 ^{er} juillet 2003	31 janvier 2005
Usage opérationnel intensifié	1,40	1 ^{er} juillet 2003	31 janvier 2005
Acte d'hostilité ou abandon forcé	1,50	1 ^{er} juillet 2003	31 janvier 2005
Facteurs applicables au pays d'origine			
Différentiel de transport, par pays fournisseur de contingent			
Allemagne	1,50		
Bangladesh	4,75		
Fédération de Russie	3,00		
Ghana	0,25		
Jordanie	2,00		
Kenya	3,00		
Népal	2,75		
Nigéria	0,25		
Pakistan	3,50		
Ukraine	2,00		
Zambie	1,20		

D. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur effective</i>
Accord sur le statut de la Mission	533,5
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
Total	533,5

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	(222,7)	(2,7 %)

11. L'augmentation des dépenses tient principalement au plus grand nombre d'observateurs militaires déployés et rapatriés (147 déploiements et 261 rapatriements) au cours de l'exercice budgétaire considéré par rapport à la moyenne budgétisée (174 déploiements et rapatriements). Du fait de la réduction des effectifs de la Mission, des observateurs militaires de certains États Membres ont été rapatriés au bout de six mois et non à l'issue de la période normale de 12 mois prévue dans le budget. Les dépenses supplémentaires s'expliquent également par le fait que le coût moyen par voyage (2 500 dollars) a été supérieur à celui prévu dans le budget (2 300 dollars).

	<i>Écart</i>	
Contingents	2 621,8	2,0 %

12. La réduction des dépenses tient au fait que l'effectif moyen déployé sur 12 mois (5 458 hommes), a été inférieur à l'effectif moyen budgétisé (5 627 hommes). Le budget de l'exercice considéré présenté le 20 août 2004 (A/59/286) a été établi sur la base du plan de réduction progressive de la composante militaire de la Mission exposé par le Secrétaire général dans son rapport au Conseil de sécurité daté du 19 mars 2004 (S/2004/228), que le Conseil a approuvé dans sa résolution 1537 (2004). Au cours de la période considérée, la Mission a commencé à réduire et retirer ses effectifs militaires à un rythme accéléré ainsi qu'indiqué dans les rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité (S/2004/724, S/2004/965 et S/2005/135). La réduction de l'effectif moyen a entraîné une baisse des dépenses au titre des remboursements au taux standard du coût des contingents, des indemnités de permission et des indemnités journalières des militaires, et du matériel appartenant aux contingents.

	<i>Écart</i>	
Police civile	318,6	6,6 %

13. Du fait du retrait accéléré de la force militaire demandé par le Conseil de sécurité (voir par. 12 ci-dessus), la réduction des dépenses au cours de l'exercice résulte de la diminution de l'effectif moyen de la police civile (94) par rapport aux prévisions budgétaires (103).

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	7 048,8	16,1 %

14. La diminution des dépenses s'explique essentiellement par le fait que le taux global réel moyen de vacance de postes (18,2 %) dans la catégorie du personnel international a été supérieur à celui prévu dans le budget (8 %).

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(261,4)	(9,6 %)

15. L'augmentation des dépenses est imputable principalement à des coûts salariaux supérieurs en moyenne, dans les 12 mois de l'exercice, aux montants budgétisés à la rubrique des salaires et des dépenses communes pour le personnel recruté dans le pays, avec des versements calculés sur la base du salaire à la classe 4, échelon 5 du barème des traitements applicable à Freetown, alors que le budget était basé sur la classe 3, échelon 3 du même barème.

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	(705,4)	(18,3 %)

16. Les dépenses supplémentaires s'expliquent surtout par un nombre de recrutements et de rapatriements de Volontaires des Nations Unies supérieur aux prévisions budgétaires du fait de l'augmentation imprévue du taux de relève des Volontaires au cours de la période considérée. Alors que le budget avait tablé sur 10 recrutements et 50 rapatriements au maximum, 37 Volontaires des Nations Unies ont été recrutés au cours des 12 mois considérés, et 79 ont été rapatriés.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(4,5)	-

17. Les dépenses non prévues au budget représentent la part qui revient à la Mission des coûts afférents au secrétariat du Syndicat du personnel du Service mobile à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), notamment des traitements et autres composantes de la rémunération et du coût des services informatiques, des transmissions et des voyages autorisés.

	<i>Écart</i>	
Consultants	(105,9)	(420,2 %)

18. Les dépenses supplémentaires sont imputables principalement au recrutement d'un cabinet de consultants pour former le personnel de la Section des droits de l'homme et 24 chercheurs locaux en prévision du projet de collecte de données sur les violences sexuelles liées à la guerre en Sierra Leone. Les données réunies par le personnel de la MINUSIL et les chercheurs locaux ont été transmises au cabinet de consultants pour analyse et publication. Le rapport des consultants a mis en évidence l'important chemin parcouru sur la voie du respect et de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Sierra Leone, et il a servi à sensibiliser les Sierra-Léonais aux droits de l'homme, à la réconciliation nationale et à la justice.

19. Les dépenses supplémentaires sont dues également à la formation du personnel recruté sur le plan national à la création de petites et moyennes entreprises, une formation non budgétisée destinée à renforcer les capacités nationales de relèvement et de développement durable dans la perspective du retrait et de la liquidation de la MINUSIL.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	333,7	1,6 %

20. Pour les raisons déjà exposées au paragraphe 12 ci-dessus, le déploiement d'un effectif moyen inférieur aux prévisions budgétaires a entraîné une diminution des dépenses au titre du matériel appartenant aux contingents, du soutien logistique autonome, des services de construction, d'aménagement et de rénovation, et des fournitures pour la défense des périmètres.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	(1 058,0)	(30,1 %)

21. L'augmentation des dépenses est largement imputable à la hausse du prix du carburant (0,42 dollar le litre) par rapport aux prévisions budgétaires (0,33 dollar). Elle s'explique également par des frais de livraison de carburant non prévus au budget après le rapatriement de l'escadrille ukrainienne.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	14 967,8	30,0 %

22. La baisse des dépenses résulte principalement de la diminution du nombre d'heures de vol d'hélicoptère par rapport aux prévisions. Le coût estimatif de la location d'hélicoptères correspondait à 15 755 heures de vol, mais du fait de la réduction de ses effectifs, la MINUSIL n'en a utilisé que 9 609, d'où des économies concomitantes en carburant, huile, lubrifiants et frais d'assurance responsabilité.

	<i>Écart</i>	
Transmissions	1 510,7	17,5 %

23. Le solde inutilisé s'explique en grande partie par la diminution de la quote-part due par chaque mission au titre des frais de transpondeur mondial compte tenu de la multiplication et de l'expansion des opérations de maintien de la paix. Il reflète également la diminution du nombre d'appels téléphoniques locaux et internationaux et l'utilisation moins fréquente des terminaux INMARSAT. Le solde inutilisé est dû par ailleurs à la diminution des besoins en matériel appartenant aux contingents et en soutien logistique autonome des troupes du fait de la réduction de l'effectif militaire moyen par rapport aux prévisions budgétaires.

	<i>Écart</i>	
Services médicaux	1 823,7	27,7 %

24. Les soldes inutilisés reflètent essentiellement des besoins moins importants en matériel appartenant aux contingents et en soutien logistique autonome des troupes du fait de la réduction de l'effectif militaire moyen par rapport aux prévisions budgétaires. Ils s'expliquent également par le fait que l'Organisation mondiale de la santé collabore au projet de construction et d'équipement d'un laboratoire de diagnostic de la fièvre de Lassa dans l'est de la Sierra Leone.

	<i>Écart</i>	
Matériel spécial	901,6	34,7 %

25. La sous-utilisation des crédits s'explique par la diminution des besoins en matériel appartenant aux contingents et en soutien logistique autonome des troupes du fait de la réduction de l'effectif militaire moyen par rapport aux prévisions budgétaires.

	<i>Écart</i>	
Fourniture, services et matériel divers	(110,5)	(6,2 %)

26. Les dépenses supplémentaires s'expliquent principalement par la hausse brutale et imprévue des frais de dédouanement portuaire des marchandises de la Mission à la suite de l'attribution du marché à un nouveau courtier, beaucoup plus onéreux que l'ancien. Elles résultent également de l'utilisation plus importante que prévu des services de ferry pour remplacer et rapatrier les contingents. L'achat non prévu au budget de 40 conteneurs maritimes pour les activités de liquidation de la Mission a été un autre facteur de dépense.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

27. En ce qui concerne le financement de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Décide que les États Membres renoncent à leurs parts respectives des Autres recettes de l'exercice clos le 30 juin 2005 (72 209 800 dollars), ainsi qu'à leurs parts respectives d'un montant de 6 539 000 dollars prélevé sur le solde inutilisé du même exercice (27 077 800 dollars), les sommes ainsi libérées devant être affectées au financement des engagements actuels et futurs de l'Organisation des Nations Unies au titre de l'assurance maladie après cessation de service;

b) Se prononce sur l'affectation du reliquat du solde inutilisé, de l'exercice clos le 30 juin 2005, soit 20 538 800 dollars.